

Europe : l'urgence de la solidarité contre l'imminence du cataclysme à venir

La sortie prochaine du Royaume-Uni de l'Union européenne, quelles qu'en soient ses modalités, impose de s'interroger de nouveau sur le sens de la construction européenne et les réponses apportées à ce questionnement essentiel déterminent les objectifs de la négociation en cours et au-delà les enjeux de la campagne électorale à venir. Ce débat nécessaire sur le projet n'est pas sans rapport avec le déclenchement, contre la Hongrie, de la procédure prévue par l'article n° 7 du traité sur l'Union européenne.

En effet, si l'Union est réduite à un marché unique, une union douanière ou une association économique, il est alors possible de concevoir une sortie du Royaume-Uni de l'Europe qui préserve l'essentiel des relations commerciales entre les deux entités. De la même façon, si nous acceptons que les valeurs démocratiques constitutives de l'Union soient bafouées par ses États membres, alors il faudra se résoudre à accepter que ces pays s'engagent dans d'autres aventures sécessionnistes, renforcés qu'ils seront par la certitude de pouvoir gagner, *in fine*, eux aussi, un statut qui préserve leurs seuls intérêts économiques.

Jusqu'à présent, l'Union européenne s'est construite autour d'une logique économique libérale qui a eu pour conséquence de détruire les solidarités sociales et nationales, sans jamais les remplacer par des formes supra-nationales de cohésion sociale qui auraient pu lui donner une légitimité politique. Ce double processus de dissociation économique et politique aboutit aujourd'hui à une crise majeure des démocraties européennes qui risque de les mener à l'abîme. Nous ne sauverons pas l'Europe, dans son projet humaniste et progressiste, sans remettre radicalement en cause ce double abandon politique et social.

Le risque est considérable que les prochaines élections envoient à l'assemblée européenne une majorité choisie pour ses intentions de rupture avec l'Union européenne. Non pas pour ses règles économiques libérales qu'elle accepte largement, mais pour son dessein démocratique et social inabouti auquel elle oppose un repli nationaliste fondé sur le rejet de l'Étranger politique, culturel et ethnique. Il est dangereux et illusoire de penser qu'il suffirait de rappeler à la conscience des peuples les catastrophes vécues par les États européens anéantis par le fascisme et la guerre pour éloigner le danger et ramener à la raison des citoyennes et des citoyens qui ne retiennent des évolutions de l'Union, depuis le traité de Maastricht, qu'un long processus de dessaisissement des prérogatives sociales nationales au profit d'un gouvernement des experts économiques émancipés du contrôle populaire.

Le pire n'est jamais certain, mais l'imminence du cataclysme à venir impose de mobiliser celles et ceux qui pensent encore que l'Europe peut être utile pour donner plus de droit à l'ensemble de ses citoyennes et de ses citoyens, pour développer les outils d'un véritable contrôle démocratique des institutions européennes, pour apporter, à l'échelle appropriée du continent, des solutions à la conversion énergétique et écologique et pour imposer une juste et solidaire redistribution des richesses à l'intérieur des États et entre ceux-ci.

P. Ouzoulias, sénateur des Hauts-de-Seine.

9 novembre 2018.

Texte paru dans la revue *Parlementaire* de décembre 2018